

Valéry et Helmut

Le « couple » vu par la presse en France et en Allemagne

Laurence Pellegrini*



Lorsqu'il est question de construction européenne, l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing et l'ancien chancelier Helmut Schmidt sont, dans la presse française et allemande, systématiquement associés. Dans la mémoire collective, l'amitié qu'entretiennent les deux hommes politiques revient effectivement comme un paradigme récurrent.

Valéry Giscard d'Estaing und Helmut Schmidt

Die Freundschaft zwischen dem ehemaligen französischen Staatspräsidenten Valéry Giscard d'Estaing (VGE) und dem deutschen Altkanzler Helmut Schmidt ist legendär und wurde auch von der Presse ausgiebig und nachhaltig gepflegt. Als Finanzminister unter Georges Pompidou bzw. Willy Brandt (von 1972 bis 1974), als Staatschefs (von 1974 bis 1981 bzw. 1982) und als Wegbereiter Europas, etwa im Zusammenhang mit dem europäischen Währungssystem und der direkten Wahl des Europaparlaments, gelten die beiden als unzertrennliches „Paar“, das stellvertretend für eine Hochzeit der deutsch-französischen Freundschaft steht.

Die Autorin untersucht bis in unsere Tage die Darstellung dieser in der Politik ungewöhnlichen Männerfreundschaft – und deren politische Auswirkungen – in der französischen und deutschen Presse, die nicht nur euphorisch, sondern durchaus auch kritisch berichtete, etwa wenn sie nationale Interessen auf dem Altar der Freundschaft geopfert wähnte oder die Frage aufwarf, ob Europa auf dem Fundament einer persönlichen Freundschaft entstehen könne.

Red.

« *Le fait est de notoriété publique : Valéry et Helmut sont de vrais et vieux amis* » (*Le Monde*, 9.1.1999).

Depuis qu'ils ont débuté officiellement leurs activités en commun, alors qu'ils étaient chacun ministre des Finances de Georges Pompidou et de Willy Brandt (1972–74), les médias se sont montrés attentifs à leur étroite collaboration. Par ailleurs, lorsqu'ils deviennent simultanément chef d'État pour l'un et chef de gouvernement pour l'autre, la presse ancre, dans sa réception, l'image du couple Giscard d'Estaing-Schmidt (1974–1981). Enfin, alors qu'ils ont quitté le sommet de l'État, Giscard et Schmidt poursuivent leurs activités communes, notamment en créant ensemble le Comité pour l'Union monétaire européenne (1986). Le « couple » devient ainsi, dans la presse, une entité experte en matière européenne.

La réception du « couple » dans la presse connaît en conséquence deux périodes distinctes, qui s'articulent autour de la date charnière de 1981. L'étude comparative de la presse française et allemande conduit à trois questions majeures : dans quelle mesure l'amitié relève-t-elle de la véritable affinité ou du pragmatisme politique ? Sur quels sujets la presse française et allemande présentent-elles des positions convergentes ou divergentes ? Et enfin, comment la réception des réalisations du « couple » évolue-t-elle selon le contexte européen ?

* Laurence Pellegrini est diplômée en études germaniques, doctorante à l'université d'Aix-en-Provence.

Entre 1974 et 1981, le caractère intimiste que les deux hommes donnent publiquement à leurs entretiens aboutit dans la presse à deux formes de réactions. D'un côté, il naît de leur élection presque simultanée et de la cohésion qu'ils laissent immédiatement transparaître un espoir de relance de la construction européenne : « *Le dîner Giscard-Schmidt à l'Élysée constitue, dans la tourmente économique actuelle, un événement en soi. Mais le plus important pour l'avenir est sans doute que de telles initiatives puissent être prises de cette façon et aussi rapidement* » (*La Croix*, 3.9.1974) ; « *La première rencontre entre le nouveau président français Giscard d'Estaing et le nouveau chancelier Schmidt constitue-elle la poussée d'Archimède, à partir de laquelle cette Europe se verra sortie de la stagnation et la résignation, qui ces huit derniers mois était la triste et paralysante vérité ?* » (*Die Zeit*, 31.5.1974). En effet, après avoir suscité un engouement considérable sous l'égide de Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, notamment par la ratification du Traité de l'Élysée en 1963, les relations franco-allemandes, et par conséquent la construction européenne, furent reléguées au second plan par Georges Pompidou et Willy Brandt (1969–1974).

Cependant, la mise en exergue perpétuelle de l'amitié dans la réalisation de projets communs suscite l'interrogation d'une partie des médias. Ainsi, quand Helmut Schmidt refuse de ratifier le projet de la hausse des prix agricoles, à laquelle les Français tiennent particulièrement, Raymond Aron, journaliste au *Figaro*, souligne les limites de l'amitié entre les deux hommes : « *Le choc est d'autant plus rude que le président et le chancelier entretiennent des bonnes relations et que l'amitié entre les deux hommes passait pour ancienne et solide. Que l'on nous rende au plus vite un chancelier qui n'aime pas son interlocuteur de l'Élysée !* » (27.9.1974). Dans ce commentaire, la relation privilégiée apparaît non seulement comme infructueuse, mais semble de surcroît primer sur l'intérêt national. La *Frankfurter Rundschau* craint que cette amitié ne détermine le processus de la construction européenne sur la base exclusive d'un moteur bilatéral : « *Mais l'amitié franco-allemande, si elle doit également être le fondement de la Communauté européenne, peut-elle être construite sur une relation d'amitié personnelle ? Pour des buts réalistes tels que la*

coopération d'Europe occidentale et pour l'obtention d'une Communauté fonctionnelle qui peut dans les prochaines années prendre en son sein l'Espagne et le Portugal, l'amitié excessivement personnelle de deux chefs d'État est plus handicapante qu'utile » (13.4.1981). Il ressort de ces deux points de vue une divergence conceptuelle de l'Europe dans la presse des deux pays. En effet, du côté français, la coopération bilatérale est appréhendée de manière immanente, c'est-à-dire dans l'intérêt national, alors qu'en Allemagne, le partenaire français apparaît tel un outil de transcendance dans l'optique d'une unification européenne.

Le Système monétaire européen (SME)

Après 1981, la presse porte un regard strictement idéalisant sur le « couple » : « *Depuis plus de vingt ans, initié par de Gaulle et Adenauer, le couple franco-allemand est le moteur de la construction européenne. Jamais pourtant, il n'a connu une telle complicité et une réelle amitié qu'entre le social-démocrate Helmut Schmidt et le libéral Valéry Giscard d'Estaing* » (*Le Figaro*, 15.10.2007) ; « *Le tandem Schmidt-Giscard tissa des liens très étroits par-dessus le Rhin comme jamais auparavant* » (*Handelsblatt*, 16.5.2006). Après 1981, la sincérité de l'amitié entre les deux hommes ne se voit donc plus remise en question par la presse. Cette position s'explique d'abord par la poursuite de la coopération entre les deux anciens dirigeants qui tend à démontrer qu'elle résulte d'affinités personnelles et de conceptions politiques communes, et ensuite par le recul historique qui permet de déterminer l'impact de leurs réalisations sur le processus européen.

Lors de l'élaboration du projet de Système monétaire européen (SME), la presse souligne essentiellement sa dimension pragmatique : selon *Le Monde*, il s'agit d'un « *acte éminemment politique* » (1.12.1978). La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* considère que « *Giscard d'Estaing a besoin d'un instrument pour discipliner sa propre économie, Helmut Schmidt veut sortir le Mark de la ligne de tir et assurer l'exportation allemande dans la communauté* » (11.8.1978). En effet, le SME est une initiative franco-allemande de circonstance. Suite au choc pétrolier de 1973, qui met un terme à la période

économique faste des trente glorieuses, l'accélération du processus européen s'impose aux membres de la Communauté, qui souhaitent se protéger des fluctuations du dollar. Helmut Schmidt, qui privilégiait jusqu'alors une étroite collaboration avec le partenaire américain, se ravise face à la politique économique du président Carter qu'il juge irresponsable. Par ailleurs, conscient des conséquences de l'holocauste sur le rayonnement politique de son pays, le chancelier se tourne nécessairement vers la France, puissance diplomatique incontestée. Valéry Giscard d'Estaing, qui souhaite de son côté relancer l'économie française, considère le modèle ouest-allemand comme un objectif à atteindre. Dans le contexte d'un renouveau économique, la presse confère aux deux hommes une qualité de visionnaires, par opposition aux « gens qui n'ont pas encore compris l'importance de créer en Europe une zone de stabilité monétaire » (*Le Figaro*, 6.12.1978).

Pour la presse française, notamment à gauche, la coopération monétaire avec l'Allemagne fédérale suscite l'inquiétude de devoir prendre exemple sur sa réussite économique au détriment du prestige national : « *Que voulez-vous pour la France, la situation de l'Italie ou celle de l'Allemagne ? Et cette question résume la nostalgie obsessionnelle de tous les technocrates français depuis quinze ans devant le modèle allemand. Nous sommes constamment en position d'infériorité à l'égard de Bonn* » (*Le Nouvel Observateur*, 23.9.1976). En Allemagne, on craint un avortement du nouveau système, « *si chacun des pays ne réussit pas à atteindre rapidement une stabilité économique* » (*FAZ*, 8.7.1978) et on redoute particulièrement l'inflation, qui rappelle systématiquement la situation de crise de 1929, qui a en partie permis la montée du national-socialisme. La *Bundesbank* mène par conséquent une politique monétaire stricte. L'alliance avec des systèmes jugés trop approximatifs laisse augurer une insécurité économique.

Le Parlement européen

À partir de 1981, le débat sur le SME se dissipe. En effet le système monétaire est non seulement parvenu à stabiliser les monnaies européennes, mais il a également résisté au deuxième choc

pétrolier de 1979. Par ailleurs, la presse présente l'entrée en vigueur de l'euro en 2002 comme l'aboutissement de l'objectif ultime fixé par Giscard et Schmidt avec le SME. La presse française identifie alors cette création du couple comme leur « grande œuvre », le « tremplin » (*Les Echos*, 9.11.2009), ou encore l'« ancêtre » de l'euro (*Le Nouvel Observateur*, 19.6.2003). En Allemagne, où le scepticisme sur la viabilité du SME était encore plus exacerbé qu'en France, les deux hommes se voient sacrés « pères » ou encore « pionniers » de la monnaie unique.

À la différence du SME, l'élection du Parlement européen au suffrage universel suscite la polémique. Entre la date d'annonce de la volonté de modifier le mode d'élection du Parlement en 1976 et le premier scrutin en 1979, l'opinion publique française et allemande s'affrontent par l'intermédiaire de différents organes de presse. En France, la démocratisation du Parlement provoque de vives réactions. Jean-Paul Sartre exhorte le parti socialiste à refuser l'« *Europe du capital, qui sera nécessairement dominée par les sociétés multinationales germano-américaines* » (*Le Monde*, 10.2.1977). En outre, Jacques Chirac, ancien premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing (1974–76), accuse publiquement l'UDF d'être le « *parti de l'étranger* » dans son célèbre « *appel de Cochin* » (1978). Jacques Chirac se fait le porte-parole des gaullistes : « *Non à la politique de la supranationalité. Non à l'asservissement économique. Non à l'effacement international de la France.* » En Allemagne, les luttes partisans françaises exaspèrent littéralement les médias. La *FAZ* reproche au président de la République, dans un article intitulé « *La peur d'un Parlement fort. La France cause des ennuis au suffrage universel direct européen* » (6.3.1976), de ne pas parvenir à endiguer la polémique au sein de sa propre majorité. D'une manière générale, la presse allemande considère le poids des gaullistes comme le handicap majeur de la construction européenne sous l'égide de Giscard d'Estaing.

En définitive, le point d'achoppement majeur est la question de l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée par sa légitimation démocratique. En France, la délégation de compétences à une instance supranationale apparaît préjudiciable pour les

intérêts nationaux. Dans une Allemagne divisée par contre, un tel sentiment de souverainisme n'a pas cours, on y aspire plutôt à un approfondissement et une politisation de la Communauté.

Après 1981, ce ne sont plus les conceptions française et allemande de l'Europe qui s'affrontent, le débat se transpose sur l'évolution du rôle du Parlement européen. D'un côté, le quotidien économique et financier *La Tribune* défend sa vision du progrès du Parlement européen « *qui a vu ses compétences s'accroître avec sa légitimité démocratique* » (7.5.2009). De même, la *Frankfurter Rundschau* souligne une amélioration de cette institution devenue « *beaucoup plus professionnelle* », contrairement au « *chaos* » du départ (4.1.2010). *Les Echos* soutiennent une vision opposée, notamment quant au manque d'information des électeurs sur cette institution : « *Pour une majorité d'Européens, le rôle du Parlement reste confus, les formations politiques en lice dans chaque Etat membre n'ayant guère cherché et encore moins réussi à inverser cette impression.* » Mais aussi à propos de la légitimité démocratique du Parlement : « *Pour sa septième élection au suffrage universel direct depuis 1979, les gouvernements, pas plus que le Parlement européen, n'ont réussi à mobiliser les électeurs. En hausse constante depuis trente ans, l'abstention paraît cependant avoir marqué le pas.* » *Die Welt* prend une position plus tranchée, en concluant à « *l'insignifiance du Parlement européen* ».

En réalité, en adoptant l'élection du Parlement européen au suffrage universel, le « couple » Giscard-Schmidt avait ouvert la voie à l'unification politique de l'Europe. L'union de l'Europe n'était cependant pas envisageable aussi longtemps que l'Allemagne était divisée. Dans un article emblématique du *Figaro* (10.4.2000), les deux hommes livrent la clé de voute de leur conception commune de l'Europe politique après la réunification. Ils considèrent tout d'abord que l'élargissement de l'Europe ne doit pas intervenir sans « *préparation des possibilités de l'Union européenne à absorber ce nombre considérable de futurs membres* », mais au contraire de manière progressive. C'est pourquoi ils préconisent « *de procéder à une réforme institutionnelle* », afin d'éviter « *une série de crises graves pendant la première décennie du 21^e siècle* ». Mais plus encore, ils revendiquent

pour l'Europe un rôle politique plus actif sur la scène internationale. Pour ce faire, ils défendent en commun le projet de Constitution européenne. Dans un article publié dans *Le Figaro Magazine* la semaine précédant le référendum en France sur le projet de constitution, le couple appelle les Français à voter oui : « *Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing joignent leur plume pour exhorter les électeurs à ne pas rompre, par un non, le couple franco-allemand, si nécessaire non seulement à la bonne marche de l'Union, mais aussi à nos intérêts bien compris* » (21.5.2005).

Vers l'unification politique

L'amitié s'avère fréquemment être le prisme à travers lequel se développe la réception du couple Giscard-Schmidt dans la presse. Quand ils arrivent au pouvoir en 1974, les médias cultivent un espoir d'accélération du processus européen grâce à cette relation privilégiée. En effet, avec la crise économique qui résulte du premier choc pétrolier, Français et Allemands prennent conscience de la réalité de la mondialisation : l'interdépendance croissante des économies nécessite une harmonisation des systèmes. Mais corolairement, l'amitié suscite l'inquiétude de voir s'imposer le modèle du voisin.

En France, où l'attachement à la nation et le sentiment d'appartenance nationale sont ancrés culturellement et historiquement, on refuse de se conformer aux modèles extérieurs. En Allemagne, où le nationalisme a montré ses conséquences à l'extrême, on cultive a contrario la conception d'une Europe supranationale. Avec le recul historique cependant, le Système monétaire européen, qui ouvra la voie à la monnaie unique est considéré comme une création déterminante dans l'histoire de l'Union européenne.

En particulier lors de la crise financière mondiale de 2009, les Européens comprennent le rôle de l'euro dans la protection de leur marché économique. En revanche, le non français au texte constitutionnel européen en 2005 et le taux d'abstention massif lors des élections européennes de 2009 montrent que la conception politique de l'Europe que défend le « couple » Giscard d'Estaing-Schmidt reste inachevée.